

David Vaucher, président du Mouvement Suisse contre l'Islamisation (Mosci)

Riposte Laïque : Présentes-nous le Mosci, dont tu es le président.

David Vaucher : Il s'est vite révélé indispensable de s'organiser en mettant de côté les différends idéologiques et confessionnels pour lutter contre le phénomène d'islamisation, conséquence d'un jihad qui peut prendre de nombreuses formes, mais dont l'objectif reste toujours le même : l'imposition de la charia et la régulation de la vie et de la pensée selon des préceptes découlant principalement de l'imitation du prétendu prophète, exemple tout sauf exemplaire.

Il est important de faire un travail approfondi sur cette thématique de manière à savoir analyser les problèmes posés et proposer des solutions en adéquation avec la réalité et d'agir sur le long terme.

Car le combat que nous menons ne relève pas d'un choc des civilisations, c'est-à-dire d'un malentendu découlant de regards sur la réalité selon des angles divergents, mais d'un choc entre, la civilisation et l'absence de civilisation ou entre la liberté et le totalitarisme, ou encore entre la raison humaine et l'obscurantisme.

Pour mener son combat, notre association se base sur un large panel d'activités allant du militantisme sur le terrain à la recherche et en passant par les relations publiques. Le MOSCI tient compte du fait que les moyens dont nous disposons demeurent dérisoires face à ceux des tenants de l'islamisation et à leurs collabos, tant et si bien qu'il faut absolument éviter les doublons et que ceci passe par une bonne collaboration et une bonne complétion entre les différents mouvements luttant contre l'islamisation.

Malgré la disparité des moyens, les sondages et le référendum

sur les minarets le prouvent : le peuple est avec nous. Malgré tout, le MOSCI n'est pas une association « de masse », ayant toujours préféré miser sur la qualité de ses membres que sur leur quantité. Ceci ne l'empêche pas de faire un important travail obéissant toujours à cet objectif de qualité.

N'oublions pas le volet « investigation » de nos activités : le MOSCI s'évertue aussi à surveiller les activités des groupes islamistes et à dénoncer les faits répréhensibles les concernant. Ceci va aussi de pair avec les actes de dhimmitude notamment commis par nos élus.

Par exemple : le MOSCI a révélé au grand jour le fait occulté que la salle du Grand Conseil vaudois (parlement cantonal) devra accueillir le 15 mai prochain un colloque sur l'islamophobie organisé par des milieux très proches de Kadhafi.

Il a aussi permis la diffusion des récentes prises de position dhimmies de responsables politiques ayant été invités par le Collectif des Musulmans et Musulmanes de Suisse (CMMS) à présenter leur programme à l'égard de la communauté musulmane (sic).

Par ailleurs, le MOSCI a révélé le fait que le GRIS s'allie avec l'IIIT s'inscrivant dans la mouvance des Frères Musulmans pour mettre sur pied un cursus de formation des imams en Suisse et qu'il est prévu dans cette formation une importante part de droit islamique qui serait enseigné par un membre du Conseil européen de la fatwa.

Tout ceci sans oublier l'information révélée à la presse ce 27 avril par le MOSCI : le Centre islamique de Lausanne appelle à la torture, au meurtre, à la violence et prône l'esclavagisme sur son site Internet où figure un guide de droit musulman écrit par le fondateur de la mouvance habache à laquelle se rattache le Centre islamique de Lausanne. L'imam de ce centre appelle aussi dans un de ses prêches à la haine à l'encontre des juifs et chrétiens. Le MOSCI a déposé une plainte pénale à l'encontre de ce centre et de son imam.

Riposte Laïque : Sens-tu une évolution importante dans ton pays, 18 mois après la votation suisse sur les minarets ?

David Vaucher : A la suite de la votation, les langues se sont déliées. Le résultat du suffrage a démontré au monde politique le refus populaire de l'islamisation et de la dhimmitude. Le monde politique s'est rendu compte du fait qu'il n'était pas payant sur le plan électoral de faire trop de courbettes à l'islam et certains ont repensé leur manière de traiter avec l'islam.

Outre ce phénomène, les langues se sont quelque peu déliées depuis.

Du côté des islamistes, ceux-ci aussi ne sont pas restés sans réagir, certains groupes se sont créés, d'autres ont voulu créer un parti islamique.

Le groupe de politiciens qui a lancé l'initiative antiminarets n'a du reste pas cessé d'exister, mais continue à exister sous l'appellation « kein Minarett, kein Muezzin, keine Scharia ».

Au Tessin, le groupe Il Guastafeste s'apprête à déposer une initiative populaire pour l'interdiction du voile intégral dont le texte s'inspire de la loi française récemment votée. Le MOSCI soutient, bien entendu la démarche.

Riposte Laïque : **Le 18 décembre, Oskar Freysinger a reçu une formidable ovation, aux Assises de Charenton. Cela t'a-t-il surpris ?**

David Vaucher : Il est vrai que cette ovation en a surpris plus d'un en Suisse où les mentalités ne sont guère à la politique personnalisée.

En ce qui me concerne, je m'attendais à ce qu'il soit accueilli par un auditoire plus enjoué que cela pourrait être le cas en Suisse, mais je dois dire que cela dépassait ce à quoi je m'attendais.

Oskar Freysinger semble être devenu une véritable icône de la lutte contre l'islamisation et ceci dépasse largement les frontières suisses.

A mon avis, l'interdiction des minarets a su démontrer le fait qu'en Europe existe un petit pays dans lequel la démocratie directe sait démontrer aux élites européennes que le peuple refuse Eurabia et l'islamisation. L'interdiction des minarets a pu envoyer un message d'espoir aux peuples européens et je

pense que le rôle qu'a joué Oskar Freysinger tend à lui faire incarner ce message d'espoir.

Riposte Laïque : Tu viens de publier un livre, intitulé « Vérités sur l'islam ». Beaucoup de choses ont déjà écrites sur cette question, quelle est l'approche particulière de cet ouvrage ?

David Vaucher : Mon livre a pour objectif de permettre au lecteur de comprendre les mécanismes et conséquences du phénomène d'islamisation et l'idéologie qui le sous-tend. Pour ce faire, il est nécessaire de connaître la manière dont l'islam voit le monde et la vie en société. Par exemple, certaines notions que nous connaissons ont un sens très différent dans le référentiel islamique, il en va ainsi des notions pourtant importantes d' « intégration », de « paix », de « raison », de « culte », de « réforme » et de « loi ». J'ai donc pris un soin particulier à expliquer certains dogmes clés de l'islam et la systématique générale de la charia et du droit islamique qui en découle.

Cette explication systématique est indispensable pour comprendre la véritable nature de l'islam et de son idéologie et ainsi comprendre le monde musulman et le phénomène d'islamisation. Malgré tout, peu de livres prennent le soin de faire cet exposé et ceux qui le feraient procèdent généralement de manière incomplète. J'ai voulu rendre accessible au public ce savoir en écrivant mon livre. Par ailleurs, je n'ai jamais eu l'occasion de lire une présentation sérieuse et approfondie du phénomène d'islamisation. Mon offre au lecteur les clés pour comprendre aussi le phénomène d'islamisation et pour l'analyser ; il fait un tour d'horizon général qui permettra au lecteur de trouver dans un volume une foule d'informations auparavant éparpillées à travers des dizaines, voir des centaines de livres.

Riposte Laïque : Oskar Freysinger, lors d'une interview, a dit de manière provocatrice : « La France est foutue ». Partages-tu ce pessimisme, et quelle différence fais-tu entre la situation suisse et la situation française ?

David Vaucher : Non, je ne suis pas aussi défaitiste. J'ai un

grand espoir, mais cet espoir est conditionnel. Si nous avons le courage de résister, nous ne pouvons que gagner : les terroristes cherchent à inspirer la peur pour imposer leurs visions du monde. Face à des dhimmis poltrons, les terroristes gagnent, mais devant des résistants courageux, ils n'ont plus aucun moyen. Il en va de même des militants islamistes qui vivent d'une certaine manière aux dépens de ceux qui les écoutent.

Reste encore bien entendu le problème des banlieues islamisées, phénomène qui pose d'énormes problèmes en France, mais qu'on retrouve moins en Suisse : bien qu'on puisse y compter certaines zones de non droit, en particulier dans certaines grandes villes, le phénomène n'atteint pas une ampleur qui empêcherait de l'endiguer. Une bonne analyse tiendrait aussi compte du fait que les populations musulmanes de France et de Suisse n'ont pas les mêmes origines ethniques et ne sont pas issues du même type d'immigration (la Suisse compte principalement des musulmans originaires des Balkans et de Turquie), mais je n'ai pas l'intention de m'attarder ici sur ce point.

Je ne pourrai pas proposer de remède miracle pour la France, car à mon avis, il faudrait une politique coordonnée sur le long terme pour permettre de résoudre le problème qui fait aussi intervenir des facteurs non-religieux. Le problème des zones musulmanes de non droit se résume aisément dans l'idée d'une supériorité des normes religieuses sur les normes de droit applicables selon la Constitution. Or, tant que nous laisserons les prédicateurs enseigner la charia en prétendant que la suivre est un devoir religieux, nous nous enliserons. L'application du principe de précaution à l'extrémisme religieux tel que proposé par le MOSCI et que je présente dans mon livre pourrait être à ce titre se révéler intéressante pour les banlieues à condition de prendre les mesures qui s'imposent à l'encontre des contrevenants.

Pour trouver des solutions efficaces, il faudrait étudier sérieusement ce problème, exercice auquel je suis volontiers prêt à me prêter.

Certains diront que la démographie musulmane grandit sans cesse au point de pouvoir engloutir un peuple. Ceci ne peut être vrai que si les musulmans gardent leur niveau de natalité, ce qui dépend fortement de la capacité de la société à les intégrer (s'ils vivent comme des occidentaux, ils procréeront comme des occidentaux et de toute manière). Nous comprenons bien que s'il n'est pas difficile d'intégrer une personne, lorsque le groupe à intégrer est trop important, il peut facilement tendre à se replier sur lui-même ; par ailleurs, intégrer un groupe majoritaire dans une région aux valeurs et à la culture du pays ne rime à rien. Il faut donc raisonner en terme de capacité d'accueil d'un pays, ce qui suppose d'éviter à tout prix les ghettos géographiques et sociologiques et d'éviter d'atteindre une masse critique de personnes à intégrer. Une immigration incontrôlée et un mauvais plan d'urbanisme ne peuvent qu'être nuisibles à l'intégration.

Nous comprenons à ce stade que de nombreux domaines politiques sont concernés par la problématique d'où l'importance d'une coordination de ceux-ci pour arriver aux fins recherchées.

La France est-elle « foutue » ? Non si la France prend les mesures coordonnées qui s'imposent.

Propos recueillis par Pierre Cassen

Commander le livre de David Vaucher : envoyer un chèque de 19 euros (frais de port compris) à Riposte Laïque, BP 82035, 13201 Marseille Cedex 1